

ARRETE

**N°2003-2953 DU 22 OCTOBRE 2003 portant
prescriptions complémentaires à la société BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS
pour sa carrière de marne et lœss sise sur le territoire des communes de
RETZWILLER et WOLFERSDORF aux lieux – dits
Espen, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg**

*Le Préfet du Haut Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le Titre 1^{er} du Livre V du code de l'Environnement ;
- VU** le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°1219 du 5 mai 2000 autorisant la SA STURM à exploiter et étendre une carrière de marne et lœss sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF ;
- VU** les procès-verbaux de récolement des 27 juillet 2000, 30 janvier 2001, 28 mars et 1^{er} octobre 2002 concernant des cessations d'activité partielles de la carrière et leur remise en état pour une superficie de 6,1215 ha ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20394 du 13 février 2002 autorisant la Sté BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS à exploiter et étendre une carrière de marne et lœss sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF au lieu et place de la SA STURM ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20837 du 27 mars 2002 portant prescriptions complémentaires à la Sté BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS (modification des conditions de remise en état) ;
- VU** la déclaration d'incident du 23 juillet 2003 dans laquelle il est fait état d'un glissement de terrain survenu sur le talus Nord de la carrière, sur le terrain communal de WOLFERSDORF ;

VU le rapport du 14 août 2003 de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de la Commission départementale des carrières du 5 septembre 2003 ;

CONSIDERANT que la déclaration d'incident du 23 juillet 2003 susvisée signale un problème de stabilité des terrains sur la partie Nord de la carrière susvisée et qu'en conséquence, il y a lieu que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires dans l'objectif d'assurer la stabilité des terrains de la carrière,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer cet objectif par le biais des prescriptions complémentaires,

APRES communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1

La Sté BRIQUETERIE de ROUFFACH, dont le siège social est 1 rue de la Tuilerie – 68250 ROUFFACH et désignée "exploitant" dans le présent arrêté, est tenue de se conformer aux prescriptions énoncées ci-après qui s'appliquent à sa carrière de RETZWILLER / WOLFERSDORF.

Article 2

Dans un délai de douze mois, l'exploitant aura pris les mesures techniques nécessaires, permettant d'assurer la stabilité des terrains de la carrière et notamment ceux du front Nord.

Article 3

Les travaux et moyens nécessaires au respect de l'objectif défini à l'article 2 ci-dessus, feront l'objet d'un rapport qui sera adressé au Préfet.

Article 4

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée aux mairies de RETZWILLER et WOLFERSDORF et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché aux mairies de RETZWILLER et WOLFERSDORF pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) d'Alsace, les Maires de RETZWILLER et WOLFERSDORF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société BRIQUETERIE de ROUFFACH.

Fait à Colmar, le 22 octobre 2003

Le Préfet

Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans un délai de **deux mois** par les demandeurs ou exploitants à compter de sa notification ou de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou communes intéressées.